

Lutte ouvrière, les municipales et la question du parti

jeudi 7 février 2008, par [LEMAITRE Yvan](#) (Date de rédaction antérieure : 6 février 2008).

Yvan Lemaître reprend et développe ci-dessous l'analyse du tournant opéré par LO qu'il avait esquissé dans un premier article, daté du 31 janvier. [1] Yvan Lemaître est lui-même un ancien dirigeant de LO, puis d'une minorité qui fut exclue en 1997, fondant la Voix des travailleurs. Ce courant a fusionné en 2000 avec la LCR, à la direction de laquelle Yvan Lemaître participe depuis.

Sommaire

- [Un virage qui tourne le \(...\)](#)
- [La « suspension » et l'exclusi](#)
- [Dogmatisme et démoralisation](#)
- [La logique de l'abdication \(...\)](#)
- [Regrouper les révolutionnaires](#)

« Dans les circonstances politiques actuelles, alors que Sarkozy veut faire du résultat qu'il espère de ces élections une approbation de la politique de son gouvernement, Lutte Ouvrière souhaite qu'il y ait dès le premier tour une union de toutes les forces de gauche et elle est prête à y participer. Ses candidats se présenteront donc sur de telles listes d'union sauf si le Parti socialiste, le Parti communiste ou les deux refusent cette alliance et préfèrent la division. Dans ce dernier cas de figure, Lutte Ouvrière présentera évidemment, partout où elle le pourra, ses propres listes » écrit Lutte ouvrière dans le numéro de février de sa revue *Lutte de classe* dans un article intitulé « Lutte ouvrière et les municipales ».

Une telle orientation étonne, surprend, choque de la part d'une organisation qui avait fondé sa politique sur l'indépendance par rapport à la gauche. Elle est l'aboutissement d'une longue évolution entamée au lendemain de l'élection présidentielle et du mouvement de novembre-décembre 1995. L'incapacité de la direction de LO à répondre aux nécessités de la nouvelle période qui s'ouvrait devant le mouvement ouvrier et révolutionnaire après l'effondrement des scories du stalinisme a eu alors comme conséquence un repli sectaire, une crispation sur elle-même étouffant toute vie démocratique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Au moment où la nécessité de construire un « parti des travailleurs » devient une question posée à tous les militants du mouvement ouvrier qui n'entendent pas abdiquer devant l'offensive du patronat et du gouvernement ni entériner l'adaptation au libéralisme de la gauche gouvernementale et syndicale, ce virage à 180° souligne l'échec d'une direction soumise à la fêrule d'un seul, enfermée sur elle-même et son passé, dupe d'elle-même, confondant ses propres reculs et échecs avec ceux de l'histoire...

Une nouvelle époque commence qui laissera en arrière tous ceux qui ne sauront pas intégrer l'idée que démocratie et révolution ne font qu'un parce qu'elle donnera une nouvelle vie, une nouvelle force aux idées du socialisme et du communisme, non pas à des dogmes desséchés mais aux besoins même d'émancipation humaine.

Un virage qui tourne le dos au passé de LO

Au retour de l'été, les positions affichées par bien des camarades de LO laissaient entendre qu'ils étaient disponibles à des listes communes avec nous [LCR]. Ce n'est que ponctuellement qu'a pu transparaître le fait que LO envisageait la possibilité d'être sur des listes d'union de la gauche notamment à Saint-Brieuc, Lorient, Angers et Avrillé. Deux semaines avant le congrès de LO, dans un article intitulé « Lutte Ouvrière et les Municipales à venir », Roger Girardot s'en prenait à la presse pour mieux brouiller les pistes : *« Une fois de plus, on a pu vérifier à ce propos les capacités d'affabulation d'une partie de la presse, du Figaro à Libération en passant par le Parisien et France Inter. Il a suffi d'une lettre envoyée par un de nos camarades de Saint-Brieuc à la socialiste qui dirigera la liste de gauche aux Municipales de cette ville, pour que la presse se laisse aller. Il a suffi ensuite qu'un journaliste du Parisien transforme ce fait mineur et titre : « LO : Arlette offre ses services... au PS » pour que, deux jours après, un autre journaliste, de Libération cette fois, affirme que c'est Arlette Laguiller qui a écrit à la tête de liste socialiste de Saint-Brieuc. Ce journaliste n'avait sans doute lu que le titre de son confrère du Parisien.[...] »*

Pour 2008, nous préparons à nouveau des listes Lutte Ouvrière qui seront au moins aussi nombreuses qu'en 2001. Le problème est que nous ne voulons pas que, dans la situation politique actuelle, nos listes puissent nuire aux listes de gauche. C'est pourquoi nous avons engagé des discussions avec les listes de gauche qui nous sollicitaient et, dans d'autres cas, nous avons pris l'initiative en nous adressant aux candidats du PCF. Nous ne faisons pas cela pour avoir des élus car, des élus, nous pouvons en avoir en nous présentant indépendamment comme en 2001. »

Le texte soumis au vote au congrès début décembre, rendu public dans la LDC de janvier, restait plein d'ambiguïtés : *« Nous aurons bien sûr le problème d'alliances éventuelles. Nous ne sommes plus en 2001. La droite a peut-être encore le vent en poupe. L'électorat peut être encore traumatisé par sa présence à la tête de l'Etat et tenté de se porter sur ceux des partis de gauche qui ont des chances de gagner et, en plus, être décidé à ne pas disperser ses voix. Une situation qui peut être très défavorable à la gauche de la gauche et à l'extrême gauche. Nous avons prévu, depuis longtemps, deux ans au moins, que nous risquions d'être laminés à la Présidentielle. Nous n'avons pas anticipé le résultat mais nous avons dit et écrit qu'il serait très probablement très inférieur à celui que nous avons eu en 2002. Mais quelle que soit la situation, nous devons quand même faire l'effort d'une campagne car obtenir des élus municipaux est extrêmement important pour notre rayonnement politique. Ces élus sont un point d'ancrage dans une ville et l'axe autour duquel peuvent graviter nos activités locales[...] La conclusion est que nous devons essayer de constituer des listes dans le maximum de localités. Cela ne nous empêchera cependant pas d'étudier et d'être ouverts à toute proposition d'alliance, que nous étudierons en fonction des situations, des rapports de forces locaux et des possibilités d'élus que ces alliances pourraient réellement nous ouvrir. Nous n'avons en effet aucun intérêt à conclure des alliances sur un programme d'accords avec nos éventuels alliés si cela ne nous permettait pas d'avoir des élus, voire nous en empêchait, et d'autant plus que nous avons les moyens de nous présenter indépendamment. »*

Le souci de conditionner un accord à la possibilité d'avoir des élus était certes formulé mais il ne s'agissait pas encore d'avoir des élus à n'importe quel prix ou plutôt au prix de sacrifier son propre programme en participant à des listes d'union de la gauche.

Touche après touche, la direction de LO a engagé ses militants et ses sympathisants dans un tournant politique qu'il ne lui est plus possible d'enrober dans des périphrases ou des allusions. *« Dans les circonstances politiques actuelles, Lutte Ouvrière souhaite qu'il y ait dès le premier tour une union de toutes les forces de gauche et elle est prête à y participer. Ses candidats se présenteront donc sur de telles listes d'union, sauf si le Parti Socialiste, le Parti Communiste ou les*

deux refusent cette alliance et préfèrent la division. Ce n'est que dans ce cas que Lutte Ouvrière présentera ses propres listes » (numéro 2060 du 25 janvier de Lutte ouvrière).

Le virage est pris.

La « suspension » et l'exclusion de la discussion

Et, dans le même temps, la direction de LO veut clore une discussion qu'elle n'a pas voulue. Dans le même numéro de *LO*, celui de la semaine du congrès de la Ligue, on peut lire, dans l'espace de la « Tribune de la minorité », un encart : « *La tribune de la fraction ne paraîtra pas cette semaine.*

Nos lecteurs ne trouveront pas dans ce numéro la tribune hebdomadaire de la minorité de Lutte Ouvrière qui existe en tant que fraction organisée au sein de notre organisation depuis des années. En effet l'accord conclu entre la minorité et la majorité de Lutte Ouvrière a été remis en cause. La parution de cette tribune est donc interrompue pour une période indéterminée. »

Le lecteur n'est pas en mesure de juger de la nature de la remise en cause ni d'où elle vient, confusion volontairement entretenue... Mais il ne peut faire de doute que la discussion autour de ce virage politique, est au cœur de « la remise en cause ». C'est ce que devait préciser un communiqué de LO « *Il y a douze ans, des camarades en désaccord avec certains choix politiques et organisationnels de la direction de Lutte Ouvrière avaient demandé à s'organiser en fraction au sein de notre organisation. Après une large discussion à laquelle avaient pu prendre part tous les militants de Lutte Ouvrière, cette demande avait été acceptée et un protocole d'accord fixant les relations entre Lutte Ouvrière et sa minorité avait été adopté. A l'occasion de la préparation des élections municipales, il est apparu que la minorité faisait une lecture de ce protocole d'accord tout à fait différente de celle de la majorité, ce qui le remet évidemment en cause. En conséquence, son application est suspendue jusqu'à ce que les militants de Lutte Ouvrière se soient prononcés, dans les formes statutaires, sur les futures relations entre la majorité et la fraction minoritaire. »*

Le comité central de LO du week-end dernier devait confirmer la « suspension » des camarades de la minorité qui la considère comme une exclusion : « *Le Comité central de LO, écrivent-ils dans un communiqué en date du 4 février, a décidé samedi 2 février la « suspension » de la Fraction l'Étincelle jusqu'au prochain congrès de l'organisation qui se tiendra en décembre. Cette exclusion de fait, qui s'applique à tous les niveaux de l'organisation et toutes les instances et concerne toutes les activités militantes, en particulier la participation, rédaction et vente de la presse nationale comme d'entreprise, tombe au moment où Lutte Ouvrière effectue un tournant politique à 180° et cherche à s'intégrer dans l'union de la gauche à l'occasion des prochaines élections municipales.*

Le prétexte qui a servi de justification à la direction de LO est d'ailleurs significatif. Cette mesure d'exclusion a été prise parce que deux conseillers sortants élus en 2001 sur les listes LO de Wattrelos (Nord), dont un membre de la Fraction, n'ont pas accepté d'être écartés cette année, manœuvre qui n'avait d'autre objectif que de faciliter les négociations pour des places éligibles sur la liste de gauche emmenée par le Parti Socialiste. On ne peut dire plus clairement qu'il s'agit de se débarrasser de ceux qui n'acceptent pas un alignement derrière le Parti Socialiste et refusent de prôner une union de la gauche à laquelle LO s'était toujours opposée jusque-là, que cette gauche soit dans l'opposition ou au gouvernement.

Cette intégration ne se fait certes pas sans mal puisque d'une part le Parti Socialiste a repoussé jusqu'ici les offres de services de Lutte ouvrière dans une majorité des villes où elle les a proposées et qu'elle se heurte d'autre part aux réticences ou même à l'hostilité d'une partie des militants et

sympathisants d'extrême gauche. Ces difficultés ne sont d'ailleurs pas étrangères à la détermination de la direction de LO à exclure son opposition interne.

Quoi qu'il en soit, la Fraction l'Étincelle continue évidemment ses activités militantes comme son combat politique pour la construction d'un parti ouvrier communiste révolutionnaire, entre autres pour un retour de Lutte Ouvrière à une politique non entachée d'opportunisme électoral. » [2]

Le virage à 180° opéré en quelques mois sans réelle discussion démocratique, c'est-à-dire publique et transparente, ne peut supporter la lumière de la discussion, de la confrontation publiques. La direction de LO engagée dans un virage dont elle n'a pas le contrôle craint les bilans. La fuite en avant dans laquelle elle est engagée depuis les lendemains de 1995 pour tenter d'échapper à son propre échec l'enferme dans une impasse et ne fait qu'accentuer cet échec annoncé.

Ce virage n'a pas d'autres raisons que les intérêts d'une direction sans perspective, dépassée intellectuellement par la nouvelle situation. On ne peut imaginer qu'il ne soit que circonstanciel. Il a sa propre logique et conduira probablement LO à maintenir son nouveau cap pour chercher, si c'est possible, des alliances sur sa droite pour les élections européennes et régionales à venir.

Le prochain congrès annoncé qui statuera sur la situation de la mmo sera prisonnier de la logique du virage qui vient d'être pris. Il ne pourra qu'entériner son exclusion dans le même temps qu'il formalisera, d'une façon ou d'une autre, ce que Hardy n'a pas osé imposer au dernier congrès, le repositionnement de LO et, encore une fois si cela est possible, la volonté de LO de s'intégrer sinon dans l'union de la gauche du moins, plus probablement, dans la recherche d'un accord avec le PC ou ce qu'il sera lui-même devenu, pour tenter de perpétuer une organisation sans politique indépendante, démoralisée, sans perspective et prisonnière d'un règlement intérieur absurde.

La page serait tournée, l'évolution engagée depuis 1995 aurait enfermé LO dans son propre piège.

Dogmatisme et démoralisation

Fin novembre 2007, le BP de la Ligue avait adressé une lettre aux camarades de Lutte ouvrière pour leur proposer d'envisager ensemble la campagne des municipales. Cette lettre est restée sans réponse, une première dans les relations de nos deux organisations. Cela parce que les raisonnements qui sous-tendent son virage politique n'obéissent qu'à d'étroites préoccupations d'une direction à la dérive et ne peuvent se discuter publiquement. L'indigence de l'argumentation officielle et publique saute aux yeux à la lecture de l'article de la LDC de février consacré à cette question.

« *Ce n'est évidemment pas en fonction de la politique prônée sur le plan national par la gauche que nous déterminerons notre politique* » peut-on lire en préambule, politique par ailleurs fustigée. Pourquoi alors que par ailleurs, l'article souligne le fait que Sarkozy fait des municipales un test politique national ? Quelle est la meilleure façon de sanctionner Sarkozy ? Voter pour ceux qui sont partisans de la réforme des régimes spéciaux, du mini-traité européen, de l'économie de marché ou pour des anticapitalistes révolutionnaires ? La question est ignorée par l'article dont le propos est bien plus de justifier dans le flou ou de dire des évidences pour défendre la nécessité d'avoir des élus que d'argumenter sérieusement.

Bien évidemment, il est nécessaire de « *s'investir, dans la mesure des possibilités pratiques, dans l'activité syndicale, les luttes électorales, et les interventions sur le terrain communal* ». Dire cela, c'est enfoncer une porte ouverte. Nous nous battons pour avoir des élus, mais sur notre politique, nos idées, nos perspectives et avec ceux qui en partagent les grandes lignes.

« Mais le fait est là : ce n'est généralement pas la même chose pour les classes populaires de vivre dans une commune gérée par la gauche que par la droite » peut-on lire sans que soit poussé le raisonnement. Certes, c'est là encore une évidence qui mériterait cependant quelques précisions, et une évidence qui ne saurait suffire à justifier la participation des révolutionnaires à des listes d'union, encore moins à en faire une politique.

« Le rôle de conseillers municipaux révolutionnaires [...] c'est en un mot de se servir de leur mandat comme d'un haut-parleur (malheureusement d'une puissance limitée !) pour faire entendre le point de vue des communistes révolutionnaires sur tous les problèmes de notre société. » On souscrit à cette nouvelle évidence qui conduit cependant à s'interroger. La campagne elle-même ne serait-elle pas l'occasion de défendre le point de vue des communistes révolutionnaires plutôt que de taire son programme pour avoir des élus en participant à des listes d'union de la gauche ?

Poser la question, c'est y répondre et elle suffit à montrer la mauvaise fois de l'argumentation de LO.

La logique de l'abdication et de l'échec d'après 1995

Ce virage n'est pas un coup d'éclair dans un ciel serein, il n'est pas circonstanciel même si la direction, prisonnière de ses propres raisonnements, ni n'en mesure ni n'en contrôle les effets. Il s'est imposé tout autant qu'il a été imposé, étape par étape, aux militants et voudrait, ce sera autre chose de réussir, préparer de nouvelles alliances dans la gauche, avec le PC pour les prochaines échéances électorales. Un tel virage à 180° ne peut se comprendre qu'en redéroulant le fil de l'évolution de Lutte ouvrière depuis 1995.

En 1995, le mécontentement d'une large fraction du monde du travail, d'électeurs du PC s'était exprimé dans le vote pour Arlette Laguiller à l'élection présidentielle. LO récoltait le fruit d'une politique fondée sur l'indépendance vis-à-vis de la gauche et permettait ainsi au mouvement révolutionnaire de gagner une audience de masse qui allait se confirmer dans la décennie à venir. Au lendemain de la présidentielle Arlette lançait un appel pour un parti des travailleurs mais la direction de LO accompagnait cet appel d'une politique sectaire, autocentrée en décalage avec l'écho nouveau rencontré par nos idées. En corollaire de cette incapacité à mettre en œuvre une politique correspondant à la nouvelle période qui s'ouvrait la direction de LO allait exclure, début 97, 10% de son organisation, ceux qui voulaient donner à l'appel d'Arlette *« un contenu concret, dynamique, militant »*. Exclusion qui, ne pouvant avouer son sens réel, se fit sur par un mauvais procès fabriqué de toutes pièces.

Le mois qui suivit notre exclusion nous publiions, en mars 1997, une brochure intitulée *« Fausses raisons d'une exclusion, vraies raisons d'une rupture, nos perspectives »*. Nous nous présentions ainsi :

« Les militants à l'origine de notre tendance ont été exclus de LUTTE OUVRIERE en mars 1997 pour avoir formulé la critique du cours sectaire de sa direction, son repli sur elle-même. La direction théorise ce repli en invoquant le manque de résultat de l'organisation à capitaliser un tant soit peu le succès minime certes mais néanmoins réel que représentait le score recueilli par Arlette LAGUILLER aux élections présidentielles. Ce cours sectaire se traduit par un raidissement factice des règles de fonctionnement interne qui paralyse toute l'organisation et a abouti à l'exclusion des militants à l'origine de notre tendance. Il est l'expression d'un manque de confiance dans les capacités de la classe ouvrière à renouer avec les idées conformes à ses intérêts et à s'organiser en conséquence.

Nous nous fixons comme objectif de contribuer dans la mesure de nos forces à donner un contenu

concret, vivant, dynamique à l'appel lancé par Arlette LAGUILLER au lendemain des élections présidentielles de 1995 pour la construction d'un parti ouvrier fidèle aux seuls intérêts des travailleurs, des chômeurs, des exclus, des jeunes.

Nous entendons collaborer avec tous ceux qui souhaitent agir dans ce sens sans exclusive en combattant toutes les formes de sectarisme, masque de l'opportunisme et de la capitulation.

Notre situation ne peut être que transitoire. La situation nouvelle créée par l'évolution de la situation sociale et politique impose à tous ceux qui se réclament des idées du trotskysme, et plus généralement des idées de la lutte de classe, du socialisme et du communisme de faire face à de nouvelles responsabilités. Nous voulons contribuer à créer le cadre nécessaire à la collaboration de tous ceux qui veulent participer à la construction du parti dont la classe ouvrière a besoin.

Nous nous revendiquons des idées de l'internationalisme et entendons contribuer dans la mesure de nos forces à la renaissance d'une organisation internationale communiste. »

De cette rupture naquit donc le groupe Voix des travailleurs qui devait fusionner, en toute cohérence avec la démarche politique ainsi définie dès le lendemain de notre exclusion, avec la Ligue au congrès de juin 2000. Et c'est en toute cohérence et continuité que nous participons aujourd'hui pleinement à la majorité de la Ligue qui vient, lors de son dernier congrès, de décider d'engager la bataille pour ce nouveau parti, de relever le défi que nous lance la nouvelle période.

Ainsi, depuis le printemps 97, deux évolutions parallèles ont lieu : LO s'enferme dans son échec, son incapacité à relever le défi de la nouvelle période, sélectionne ses membres sur la base d'une discipline formelle alors que la Ligue a su saisir le contenu de la nouvelle période, formuler une politique qui lui a permis de surmonter ses faiblesses passées, de gagner son indépendance politique vis-à-vis des partis de la gauche institutionnelle et, ainsi, de gagner une large influence de masse. Au point aujourd'hui, à notre dernier congrès, de relever le défi en engageant la bataille pour un nouveau parti des travailleurs.

Là où LO a échoué, nous relevons le gant. Dès lors, la direction de LO avait deux choix : soit raisonner avec esprit critique et agir en fonction des intérêts généraux du mouvement ouvrier et révolutionnaire en s'engageant avec nous dans cette bataille sans taire aucune divergence, dans des rapports démocratiques ; soit s'enfermer dans sa politique accentuant encore son sectarisme en s'opposant, de fait, à notre projet. C'est cette deuxième hypothèse qui s'est réalisée. Dans un texte de son dernier congrès consacré au « parti que veut la LCR » elle écrit : « *La LCR semble engagée dans un important virage organisationnel dont nous ne pouvons prévoir s'il va aboutir ou pas. Même si nous estimons que sa tentative, vu ce qu'elle est, serait une bonne chose dans le paysage politique actuel si elle réussissait, nous sommes, en ce qui nous concerne, en désaccord fondamental avec ce qu'elle veut faire. En effet, ce n'est pas un tel type de parti que nous espérons créer.* » Pour préciser ensuite : « *Même si le parti que nous devons construire n'a pas toujours besoin de porter dans son appellation ni communiste, ni révolutionnaire, ou trotskyste - ce qui d'ailleurs est notre cas pour le moment -, il est absolument nécessaire, par contre, que tous ceux qui entrent dans un tel parti sachent ce qu'est un révolutionnaire marxiste et le soient, sachent ce qu'est un trotskyste et le soient. Sinon, on ne peut pas construire une organisation susceptible d'intervenir dans une révolution sociale qui changerait le monde.* »

L'affirmation de notions dont la LDC se garde bien de préciser et de définir le contenu qu'elles prennent aujourd'hui sert à masquer le manque de confiance, le doute, voire la démoralisation, le manque de capacité démocratique. D'un côté on proclame des principes vidés de tout contenu, de l'autre on s'adapte au rapport de force guidé par un sectarisme qui ne vise que ceux qui vous sont proches, les rivaux ! Une telle évolution n'est pas nouvelle même si elle se fait à travers une histoire

spécifique. Hardy, sur ce terrain, rejoint les méthodes de Lambert.

L'époque, où dominait le stalinisme, qui a façonné ce type de dirigeants politiques au sein du mouvement trotskyste est finie. Une nouvelle époque commence, la renaissance du mouvement ouvrier et révolutionnaire passe par une renaissance de rapports démocratiques. L'époque des chapelles et des sectes prétendant plier le mouvement à leur recette pour finir dans l'opportunisme le plus vulgaire est révolue. La nouvelle génération saura sélectionner en son sein des dirigeants d'une vigoureuse trempe démocratique, ne craignant aucun combat, aucune discussion d'idées...

Regrouper les révolutionnaires dans la perspective d'un parti des travailleurs

Que signifie aujourd'hui être « un révolutionnaire marxiste », « un trotskyste » ? Répéter des formules vidées de tout contenu pour finir par proposer une politique d'union avec la gauche institutionnelle ? Certainement pas. La continuité du combat pour l'émancipation, aujourd'hui, c'est concrètement, pratiquement œuvrer à regrouper toutes celles et ceux qui n'ont pas abdiqué, c'est construire avec elle un cadre commun, ouvert, démocratique pour permettre à chacun de prendre sa place dans la lutte, d'apporter son expérience, de s'enrichir de celle des autres, un cadre pour l'action et la discussion. C'est travailler à l'élaboration d'un programme pour un nouveau parti du monde du travail prenant en compte les acquis et faiblesses du passé, les évolutions du capitalisme et les nouvelles possibilités de transformation révolutionnaire qu'elle crée, c'est écrire l'actualité de la démarche transitoire, définir une politique pour les luttes en utilisant le terrain politique, électoral pour travailler à la construction d'un mouvement d'ensemble, construire une conscience de classe fondée sur l'indépendance par rapport au PS et aux institutions...

Les camarades de LO ont toute leur place à prendre dans ce combat en continuité avec l'appel d'Arlette pour un parti des travailleurs au lendemain de la présidentielle de 1995.

Cela suppose adopter le point de vue d'un révolutionnaire matérialiste, marxiste, oui, c'est à dire capable d'une pensée critique, cela suppose s'assimiler le combat de Trotsky pour la démocratie, cela suppose une transparence à l'égard des militants, des autres organisations comme des sympathisants et des travailleurs.

Nous espérons que les camarades de LO, sa direction trouveront la force de se dégager du piège dans lequel ils se sont enfermés et qui porte un mauvais coup à l'ensemble du mouvement. Nous avons confiance, on ne peut ni suspendre ni exclure le débat, la discussion, la lutte.

Une époque s'achève, une renaissance du mouvement ouvrier, démocratique, révolutionnaire est en route...

Notes

[1] On trouvera aussi l'intégralité d'un article publié par LO sur sa politique municipale : [Lutte ouvrière, opportunisme et sectarisme, un tournant à 180°...](#)

[2] Voir sur ESSF le communiqué et une lettre au comité central de LO de la fraction l'Étincelle : [Lutte ouvrière exclut sa minorité](#)